

L'autonomie alimentaire et la transition agricole doivent être davantage soutenues



La question de l'autonomie alimentaire durable va être au cœur d'une importante réunion de travail la semaine prochaine. Une réunion qui permettra aussi d'aborder la difficile question de la transition du modèle agricole local qui nourrit encore de nombreuses appréhensions chez les agriculteurs réunionnais.

« L'ancien modèle agricole n'est pas compatible avec l'objectif affiché de parvenir à une autonomie alimentaire durable. »

Alors que se prépare la semaine prochaine une importante réunion entre l'État, le Département, la chambre d'agriculture et les représentants des consommateurs réunionnais sur ce thème, Bernard Astruc co-coordonateur d'Oasis Réunion ne mâche pas ses mots. Pour le représentant du collectif citoyen, *« le système actuel est entièrement dépendant des importations. »*

Un pavé dans la mare qui ne surprend pas vraiment tant Oasis Réunion s'est attelé à chiffrer le taux d'autonomie de l'île. Selon leurs données, sur les 500 000 tonnes de denrées consommées annuellement par les Réunionnais, seules 100 000 tonnes seraient produites localement soit 15 à 20 % des produits. Un chiffre qui baisse encore, pour descendre à 1 %, si on ne prend en compte que ce qui pousse localement de manière biologique ou sans apports extérieurs comme des intrants chimiques pour les plantes.

Pour aller vers une forme de souveraineté alimentaire réunionnaise durable, que l'État appelle de ses vœux et soutient via le plan France Relance, une transition agricole semble nécessaire et même indispensable. Toutefois, rien ne sera possible sans les agriculteurs. Et les producteurs réunionnais ne semblent pour l'instant que modérément convaincus. *« Les agriculteurs ne sont pas prêts pour un passage trop rapide vers le bio, explique Frédéric Vienne, président de la chambre d'agriculture. Il y a encore beaucoup trop d'inconnus dans ce domaine, ce qui crée des appréhensions. »*

Des inconnus notamment liés au maintien des revenus pour les agriculteurs, et notamment ceux qui plantent des cannes, qui bénéficient à l'heure actuelle de subventions. *« Aucun métier ne pourrait supporter une perte de revenus. Pour les cannes, nous disposons d'un dispositif d'aide qui est rodé alors que le soutien de l'État au bio est encore timide. Le confort qu'on a dans l'agriculture conventionnelle, on ne le retrouve pas dans le bio. »*

La balle dans le camp de l'État

Pour autant, la tendance du bio est désormais profondément installée dans les habitudes des consommateurs. Et il semble peu envisageable de voir un retour en arrière en la matière. Reste désormais à aider les agriculteurs réunionnais à prendre au mieux ce virage. Notamment en fléchant les crédits du plan France Relance au mieux. *« La vision n'est pas encore assez claire sur cette question de l'autonomie alimentaire durable, explique Bernard Astruc. Pour y parvenir, il faut des moyens et des investissements notamment en matière de formation des agriculteurs. Le plan France Relance doit servir à ça. Il faut mieux accompagner les agriculteurs. »*

En clair, la balle est dans le camp de l'État, qui doit désormais accompagner sa feuille de route de moyens conséquents, tant en aides qu'en formations, pour accélérer cette transition agricole. Mais, la responsabilité individuelle de chacun est aussi engagée dans ce changement de paradigme. Car pour atteindre une vraie forme d'autosuffisance, une évolution radicale des comportements est aussi attendue. *« Tout ne viendra pas des agriculteurs sur la souveraineté alimentaire, note Frédéric Vienne. On importe 44 000 tonnes de riz par an. On ne peut parvenir à être autonomes que si les consommateurs réunionnais changent leur mode alimentaire. »* Une manière de rappeler que chacun doit jouer son rôle, et si possible collaborer, pour rendre l'île maîtresse de son destin alimentaire. Un destin qui sera discuté longuement au cours de la réunion de la semaine prochaine.